

Pourquoi "l'Ordre Libéral Mondial" est un mythe



"L'ordre libéral mondial" qui serait mis en danger par la présidence de Donald Trump semble plus relever du mythe que de la réalité

Avec Benjamin Haddad

Atlantico : Dans un article publié par Foreign Affairs, le professeur Graham Allison, de la Harvard Kennedy School, met en garde contre l'idée -défendue depuis l'élection de Donald Trump- que l'ordre libéral occidental serait menacé, principalement en raison du fait que cet ordre libéral relève plus du mythe que de la réalité. En quoi cette notion "d'ordre libéral" serait-elle un mythe?

Benjamin Haddad : Depuis l'élection de Donald Trump, de nombreux commentateurs de politique étrangère à Washington s'émeuvent de la remise en cause de « l'ordre libéral international », dont la promotion aurait été au cœur de la projection de puissance américaine depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Selon ceux-ci, la force des Etats-Unis est liée à ce tissu de normes, d'organisations multilatérales (ONU, organisations de Bretton Woods), d'accords de libre-échange et de traités d'alliance comme l'OTAN que Donald Trump remet en question avec sa politique unilatérale et nationaliste, caractérisée par son slogan America First : critique des alliés, tarifs douaniers, retrait des accords de libre échange et des accords multilatéraux comme l'Accord de Paris sur le climat ou l'accord nucléaire iranien. Le rapport de force brut dans une vision du monde de jeux à sommes nulles guide cette approche.

Cette analyse est en partie correcte : la présidence Trump représente dans une large mesure une abdication du leadership américain, un repli sur une définition étroite des intérêts américains, et devrait encourager les alliés à investir dans leur propre autonomie. Cependant, la mention nostalgique, incantatoire et parfois naïve de cet « ordre libéral » occulte une réalité plus complexe et empêche une réflexion sérieuses sur ses limites, les causes du désamour d'une partie de l'électorat américain, et la meilleure façon d'adapter la puissance américaine aux enjeux contemporains.

Comme l'indique Allison, un tenant de l'école réaliste comme Henry Kissinger ou Stephen Walt, la stabilité de la guerre froide était bien plutôt le résultat de l'équilibre des puissances permis par la dissuasion nucléaire que d'une quelconque organisation institutionnelle. Par ailleurs, les institutions en question reflétaient bien souvent le rapport de force des puissances qui les composaient, en premier lieu les Etats-Unis, comme le démontre l'existence du conseil de sécurité des Nations Unies ou la structure du Traité de Non Prolifération qui crée un statut à part pour les puissances nucléaires existantes. De fait, cet ordre « international » comprenait essentiellement les Etats-Unis et l'Europe de l'ouest. On pourrait ajouter que la politique américaine s'est non seulement accommodée, mais bien appuyée sur des alliances avec des régimes autoritaires et n'hésite pas à violer le droit international quand elle le juge nécessaire. Comme le dit Allison : « Les Etats-Unis n'ont jamais promu le libéralisme à l'étranger lorsqu'ils ont considéré

que cela poserait une menace significative à leurs intérêts vitaux. Ils ne se sont jamais retenus d'utiliser la force militaire pour protéger ces intérêts, même lorsque cela contrevenait aux règles internationales ». L'historien Niall Ferguson était encore plus catégorique en affirmant que l'ordre libéral international n'est ni ordonné, ni libéral, ni international mais surtout la conséquence de la puissance américaine. Au fond, on assiste surtout aujourd'hui à la fermeture de la parenthèse optimiste des années 1990, symbolisée par le succès de la thèse (souvent caricaturée) de Franck Fukuyama sur le triomphe de la démocratie libérale, la globalisation et la "Fin de l'Histoire"

Trump est le symptôme de cette évolution plus que la cause. Malgré sa personnalité vulgaire et extravagante, il n'est pas non plus une exception dans l'histoire américaine. Comme le démontre d'ailleurs mon collègue Walter Russel Mead, son action s'inscrit dans des traditions historiques américaines anciennes comme celle du populiste Andrew Jackson (1829-1837). Sur certains sujets, il est même dans une forme de continuité avec Barack Obama, en particulier dans ses critiques vis à vis des alliés européens « passagers clandestins ».

En réaction à la publication de cet article, vous avez pu indiquer qu'il pouvait être dangereux de croire en sa propre propagande. Quels sont ces dangers que vous pointez, et quelles sont les conséquences engendrées par les défenseurs de cette idée d'un ordre libéral en danger? Quelles sont ces menaces réelles qui pourraient être masquées par une telle perception?

Donald Trump a fait campagne ouvertement contre l'élite de Washington et celle-ci le lui rend bien. 93% des électeurs de Washington ont voté pour Hillary Clinton et de nombreux experts de politique étrangère au sein des think tanks ou revues, y compris proches du parti républicain, se sont opposés à sa candidature. La branche internationaliste et interventionniste du parti républicain (incarnée par des figures néoconservatrices comme Robert Kagan, Bill Kristol ou Eliot Cohen) ont signé les pétitions #NeverTrump de la campagne. Ils ont beaucoup de raisons légitimes de s'opposer au populisme de Donald Trump mais on pourrait espérer une meilleure capacité d'introspection, en particulier après l'échec irakien.

Par ailleurs, « l'ordre libéral » est invoqué de façon quasi dogmatique au mépris de débats nécessaires et légitimes sur les effets des accords de libre échange, la stagnation salariale, la pertinence d'accords de sécurité datant de la guerre froide, les politiques d'immigration, etc.

Peu d'experts américains font l'effort de s'interroger sur les causes de l'isolationnisme croissant de la population américaine et les moyens d'y remédier : Trump n'a pas été élu malgré ses positions de politique étrangère ; au contraire, elles furent un axe majeur de sa campagne. Une excellente note récente du Center for a New American Security propose des pistes de réflexion pour assurer que l'engagement international des Etats-Unis se traduise par des effets économiques concrets pour la classe moyenne américaine. Comme le note un autre professeur réaliste d'Harvard, Stephen Walt, mentionnant les réformes nécessaires à apporter à l'OTAN ou l'OMC : « en tant qu'universitaires, nous devrions passer moins de temps à regarder en arrière et défendre un statu quo imparfait, et plutôt réfléchir à la façon d'améliorer la situation actuelle ». Comment faire face à l'émergence de la Chine ? Aux défis de l'intelligence artificielle ? Les sujets ne manquent pas. Malheureusement, la personnalité de Trump focalise de façon obsessionnelle et monomaniaque le débat public américain au détriment de débats d'idées importants.

En miroir de la victoire de Donald Trump, cette notion d'ordre libéral a pu être également présentée sous la narratif d'un passage de témoin entre Barack Obama et Angela Merkel, jusqu'à Emmanuel Macron. Comment évaluer une telle perception, en quoi pourrait-elle se révéler contreproductive?

Tout cela relève bien plus de la politique intérieure américaine que d'une analyse sérieuse des rapports de force internationaux. Après l'élection de Donald Trump, on a pu entendre (notamment aux Etats-Unis) qu'Angela Merkel était devenue le nouveau leader de l'ordre libéral international, un titre qui n'a pas beaucoup de sens pour un pays qui n'est pas capable de tenir ses engagements modestes dans le cadre la présence de l'OTAN en Europe de l'est. Sur les grands enjeux stratégiques, des conséquences du conflit syrien à la politique agressive de la Russie vis à vis de ses voisins, les Européens n'ont aujourd'hui pas la capacité de défendre seuls leurs intérêts de sécurité. Trump met d'ailleurs le doigt sur nos faiblesses en contraignant, de façon unilatérale, les entreprises européennes à se retirer d'Iran après le retrait d'américain du JCPOA et la réimposition des sanctions américaines.

Les Européens ont raison de défendre leur modèle multilatéral et leur attachement aux normes internationales, mais cela passera nécessairement par un investissement considérable dans leurs propres capacités de défense. C'est d'ailleurs le discours que tiennent les dirigeants français.

Dans un article publié par Foreign Affairs, le professeur Graham Allison, de la Harvard Kennedy School, met en garde contre l'idée -défendue depuis l'élection de Donald Trump- que l'ordre libéral occidental serait menacé, principalement en raison du fait que cet ordre libéral relève plus du mythe que de la réalité. En quoi cette notion "d'ordre libéral" serait-elle un mythe?

Depuis l'élection de Donald Trump, de nombreux commentateurs de politique étrangère à Washington s'émeuvent de la remise en cause de « l'ordre libéral international », dont la promotion aurait été au cœur de la projection de puissance américaine depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Selon ceux-ci, la force des Etats-Unis est liée à ce tissu de normes, d'organisations multilatérales (ONU, organisations de Bretton Woods), d'accords de libre-échange et de traités d'alliance comme l'OTAN que Donald Trump remet en question avec sa politique unilatérale et nationaliste, caractérisée par son slogan America First : critique des alliés, tarifs douaniers, retrait des accords de libre échange et des accords multilatéraux comme l'Accord de Paris sur le climat ou l'accord nucléaire iranien.

~~Le rapport de force brut dans une vision du monde de jeux à sommes nulles guide cette approche.~~

Cette analyse est en partie correcte : la présidence Trump représente dans une large mesure une abdication du leadership américain, un repli sur une définition étroite des intérêts américains, et devrait encourager les alliés à investir dans leur propre autonomie. Cependant, la mention nostalgique, incantatoire et parfois naïve de cet « ordre libéral » occulte une réalité plus complexe et empêche une réflexion sérieuse sur ses limites, les causes du désamour d'une partie de l'électorat américain, et la meilleure façon d'adapter la puissance américaine aux enjeux contemporains.

Comme l'indique Allison, un tenant de l'école réaliste comme Henry Kissinger ou Stephen Walt, la stabilité de la guerre froide était bien plutôt le résultat de l'équilibre des puissances permis par la dissuasion nucléaire que d'une quelconque organisation institutionnelle. Par ailleurs, les institutions en question reflétaient bien souvent le rapport de force des puissances qui les composaient, en premier lieu les Etats-Unis, comme le démontre l'existence du conseil de sécurité des Nations Unies ou la structure du Traité de Non Prolifération qui crée un statut à part pour les puissances nucléaires existantes. De fait, cet ordre « international » comprenait essentiellement les Etats-Unis et l'Europe de l'ouest. On pourrait ajouter que la politique américaine s'est non seulement accommodée, mais bien appuyée sur des alliances avec des régimes autoritaires et n'hésite pas à violer le droit international quand elle le juge nécessaire. Comme le dit Allison : « Les Etats-Unis n'ont jamais promu le libéralisme à l'étranger lorsqu'ils ont considéré que cela poserait une menace significative à leurs intérêts vitaux. Ils ne se sont jamais retenus d'utiliser la force militaire pour protéger ces intérêts, même lorsque cela contrevenait aux règles internationales ». L'historien Niall Ferguson était encore plus catégorique en affirmant que l'ordre libéral international n'est ni ordonné, ni libéral, ni international mais surtout la conséquence de la puissance américaine. Au fond, on assiste surtout aujourd'hui à la fermeture de la parenthèse optimiste des années 1990, symbolisée par le succès de la thèse (souvent caricaturée) de Franck Fukuyama sur le triomphe de la démocratie libérale, la globalisation et la "Fin de l'Histoire".

Trump est le symptôme de cette évolution plus que la cause. Malgré sa personnalité vulgaire et extravagante, il n'est pas non plus une exception dans l'histoire américaine. Comme le démontre d'ailleurs mon collègue Walter Russel Mead, son action s'inscrit dans des traditions historiques américaines anciennes comme celle du populiste Andrew Jackson (1829-1837). Sur certains sujets, il est même dans une forme de continuité avec Barack Obama, en particulier dans ses critiques vis à vis des alliés européens « passagers clandestins ».

En réaction à la publication de cet article, vous avez pu indiquer qu'il pouvait être dangereux de croire en sa propre propagande. Quels sont ces dangers que vous pointez, et quelles sont les conséquences engendrées par les défenseurs de cette idée d'un ordre libéral en danger? Quelles sont ces menaces réelles qui pourraient être masquées par une telle perception?

Donald Trump a fait campagne ouvertement contre l'élite de Washington et celle-ci le lui rend bien. 93% des électeurs de Washington ont voté pour Hillary Clinton et de nombreux experts de politique étrangère au sein des think tanks ou revues, y compris proches du parti républicain, se sont opposés à sa candidature. La branche internationaliste et interventionniste du parti républicain (incarnée par des figures néoconservatrices comme Robert Kagan, Bill Kristol ou Eliot Cohen) ont signé les pétitions #NeverTrump de la campagne. Ils ont beaucoup de raisons légitimes de s'opposer au populisme de Donald Trump mais on pourrait espérer une meilleure capacité d'introspection, en particulier après l'échec irakien.

Par ailleurs, « l'ordre libéral » est invoqué de façon quasi dogmatique au mépris de débats nécessaires et légitimes sur les effets des accords de libre échange, la stagnation salariale, la pertinence d'accords de sécurité datant de la guerre froide, les politiques d'immigration, etc.

Peu d'experts américains font l'effort de s'interroger sur les causes de l'isolationnisme croissant de la population américaine et les moyens d'y remédier : Trump n'a pas été élu malgré ses positions de politique étrangère ; au contraire, elles furent un axe majeur de sa campagne. Une excellente note récente du Center for a New American Security propose des pistes de réflexion pour assurer que l'engagement international des Etats-Unis se traduise par des effets économiques concrets pour la classe moyenne américaine. Comme le note un autre professeur réaliste d'Harvard, Stephen Walt, mentionnant les réformes nécessaires à apporter à l'OTAN ou l'OMC : « en tant qu'universitaires, nous devrions passer moins de temps à regarder en arrière et défendre un statu quo imparfait, et plutôt réfléchir à la façon d'améliorer la situation actuelle ». Comment faire face à l'émergence de la Chine ? Aux défis de l'intelligence artificielle ? Les sujets ne manquent pas. Malheureusement, la personnalité de Trump focalise de façon obsessionnelle et monomaniaque le débat public américain au détriment de débats d'idées importants.

En miroir de la victoire de Donald Trump, cette notion d'ordre libéral a pu être également présentée sous la narratif d'un passage de témoin entre Barack Obama et Angela Merkel, jusqu'à Emmanuel Macron. Comment évaluer une telle perception, en quoi pourrait-elle se révéler contreproductive?

Tout cela relève bien plus de la politique intérieure américaine que d'une analyse sérieuse des rapports de force internationaux. Après l'élection de Donald Trump, on a pu entendre (notamment aux Etats-Unis) qu'Angela Merkel était devenue le nouveau leader de l'ordre libéral international, un titre qui n'a pas beaucoup de sens pour un pays qui n'est pas capable de tenir ses engagements modestes dans le cadre de la présence de l'OTAN en Europe de l'est. Sur les grands enjeux stratégiques, des conséquences du conflit syrien à la politique agressive de la Russie vis à vis de ses voisins, les Européens n'ont aujourd'hui pas la capacité de défendre seuls leurs intérêts de sécurité. Trump met d'ailleurs le doigt sur nos faiblesses en contraignant, de façon unilatérale, les entreprises européennes à se retirer d'Iran après le retrait d'américain du JCPOA et la réimposition des sanctions américaines.

Les Européens ont raison de défendre leur modèle multilatéral et leur attachement aux normes internationales, mais cela passera nécessairement par un investissement considérable dans leurs propres capacités de défense. C'est d'ailleurs le discours que tiennent

les dirigeants français.